

MTOP

PRESS

Monsieur le president, chers camarades du mouvement syndical international libre, je vous salue au nom du Comité exécutif de DISK dont les ~~dix-sept~~ membres, comme vous le savez, sont en prison depuis près de trois ans maintenant.

En ma qualité de ~~directeur du département juridique de DISK et de~~
~~représentant du Comité exécutif~~ ^{de la DISK}, je voudrais remercier le secrétariat de la C.I.S.L. de nous avoir donné la possibilité --- de participer à ce congrès. ^{carle en même temps de la C.I.S.L. pour travailler qui sont adhérents de la C.I.S.L. et de la DISK}

C'est la première fois ~~depuis~~ en 16 ans, c'est-à-dire depuis la fondation de DISK, que nous participons à un congrès de la C.I.S.L., qui a lieu à un moment où notre organisation connaît les pires conditions dont elle ait jamais fait l'expérience.

Pour DISK, la signification de cet événement vient du fait que la C.I.S.L. a pris la tête de l'organisation de la solidarité internationale pour la défense des droits syndicaux libres en Turquie lorsque nos activités ont été interdites ~~par~~ à la suite du coup militaire.

L'initiative de la C.I.S.L. en faveur de la solidarité syndicale ~~relative~~ ^{à la} Turquie, assume, de par sa nature, le caractère d'un effort pour ^{le} rétablissement de la démocratie en Turquie. Jusqu'à présent il n'y a pas encore eu de succès tangibles à cet égard, mais le travail de solidarité plus directe a été une réussite, en ce sens qu'il a ^{pu} ~~réussir à~~ contenir la vague des répressions.

En outre, l'action de la C.I.S.L. a démontré une fois de plus l'universalité inhérente et le statut mondialement établi des principes auxquels DISK adhère et qu'elle a défendus. A cause justement de ~~ces~~ principes, DISK doit paraître en justice et elle court le risque de se dissoudre complètement. C'est pourquoi le soutien international sur ces questions a représenté un encouragement moral immense.

Aujourd'hui en Turquie, la liberté syndicale en général et la liberté d'association de la classe ouvrière en particulier, sont déclarées subversives par ~~les groupes au pouvoir~~ ^{le pouvoir}. DISK maintient néanmoins que la

Des syndicats symboliques ne peuvent pas remplacer des syndicats librement constitués. ~~Le gouvernement~~ ^{Le pouvoir politique} ~~ne~~ ^{future} actuel a mis les activités syndicales dans une camisole de force, ceci en violation ouverte des Conventions 87 et 98 de l'O.I.T.

Nous ne pouvons ~~et~~ pas et ~~ne voulons pas~~ accepter la nouvelle législation qui définit les syndicats comme des appendices de l'administration de l'Etat, des syndicats qui ne peuvent ^{que} ~~négoier~~ ~~pas~~ des contrats collectifs, la conclusion de tels contrats étant elle aussi l'affaire du gouvernement.

Comme l'Etat emploie plus du quart de la population active, le contrôle exercé par le gouvernement sur les syndicats revient à un refus net des droits syndicaux pour ce secteur de la classe ouvrière.

Et pourtant, même si les syndicats n'ont pas le droit ne peuvent
~~d'exercer des~~
 pas avoir d'activités autres que celles d'un bureau de comptabilité, ils
 doivent quand même endurer les caprices des employeurs qui veulent encore
 restreindre davantage le droit d'organisation, par exemple en exigeant
 qu'une personne ait travaillé au moins dix années consécutives ^{dans une branche} ~~dans une~~
~~entreprise~~ ^{les organes centraux} pour être éligible pour une fonction dans un syndicat.

Ces aspects de la législation sont sans doute déjà bien connus des participants à ce congrès, c'est pourquoi je ne m'y étendrai pas. Il suffira de dire que la nouvelle législation ne reconnaît d'aucune manière le droit de constituer des syndicats ou le droit à la négociation collective. Les nouvelles lois limitent ces droits de toutes les manières possibles tout en ~~leur~~ admettant fort nominalement ~~qu'ils~~ qu'ils survivent.

^{Le pouvoir}
~~Le gouvernement~~ essaie de masquer cette attaque générale contre les droits syndicaux par une démagogie paternaliste. Le Premier ministre a dit: "Nous jugeons que les droits syndicaux ne sont pas nécessaires pour les fonctionnaires. En effet, c'est notre responsabilité comme Etat de protéger les intérêts de nos fonctionnaires. Un syndicat n'est pas nécessaire."

La même mentalité a été étendue à tous les employés du secteur public ou privé et, ce qui est plus crucial encore, au système parlementaire que

not said

no said
Pendant ces années, quand DISK a lancé des ordres de grève dans les industries du textile, de la métallurgie, de l'alimentation et du verre, afin de forcer les employeurs à négocier avec les syndicats, l'association des employeurs a lancé une campagne de calomnie au moyen d'annonces dans les journaux, où il était dit que DISK et ses propositions de négociation collective étaient "motivées idéologiquement". Le but de la campagne était de se débarrasser de DISK en plein milieu de la crise économique en comptant sur l'effet démoralisant de la crise sur les travailleurs.

Le message des employeurs a été entendu, non pas par les travailleurs mais par les procureurs militants et par les auteurs de la nouvelle législation.

Maintenant les employeurs ont ce qu'ils voulaient.

Maintenant il ne suffit pas de respecter la loi pour être dans la légalité.

Maintenant il n'y a pas de droits ou de libertés, mais des permissions.

Ce qui est permis est légal. Celui qui a la permission est dans son droit.

C'est la mentalité qui se dessine derrière le procès de DISK. Cela n'a aucune importance que ses activités aient été légales au moment où elles ont eu lieu. On les a rendues illégales par décret militaire.

Evidemment l'attitude idéologique ressort plus clairement du côté des adversaires de DISK.

Accuser une organisation d'avoir des objectifs idéologiques est une attitude idéologique en soi, ^{du type le moins} de la sorte la moins démocratique. Et cette attitude non démocratique se révèle de plus en plus clairement quand on entre dans le détail des preuves présentées par les procureurs au procès de DISK.

^{C'est une} ^{que} Et cette attitude ne va pas seulement contre DISK, elle va contre l'O.I.T. également. ^{Trois exemples. Voici les trois preuves des procureurs militaires comme cela. Trois, le message de son adversaire, un croquis de}
C'est ainsi que les responsables de DISK passent en justice, que les

activités de DISK sont interdites et que son avoir a été saisi. Mais ~~DISK n'est dissoute.~~

Les autorités n'osent pas dissoudre ouvertement DISK. Elles cherchent plutôt à la paralyser par des détails techniques. Tous les syndicats doivent organiser un congrès extraordinaire et un congrès ordinaire avant la nouvelle année. Ceux qui ne respectent pas cette disposition seront considérés dissous et perdront leur statut juridique. Il est également autorisé de démissionner des syndicats (et seulement de ces syndicats) dont les responsables passent en justice.

Ainsi avec des astuces techniques, DISK sera considérée dissoute à la nouvelle année comme si elle l'avait voulu elle-même. Ce sont les apparences que les autorités veulent maintenir devant les travailleurs turcs et l'opinion publique mondiale.

Avec la dissolution de DISK, les Conventions de l'O.I.T. ne seront plus appliquées du tout en Turquie.

Des centaines de milliers de travailleurs seront privés de l'organisation qu'ils ont constituée avec beaucoup de mal et avec leurs maigres ressources. Que deviendront-ils ? ~~Il est évident que le but est de ne permettre qu'une seule confédération.~~ ^{les travailleurs n'ont plus que} Les travailleurs n'ont plus que le choix de rester en dehors des syndicats ou d'adhérer à un des syndicats autorisés. ~~Voilà la violation des conventions de l'OIT~~

C'est une vraie parodie du syndicalisme libre. Elle est parallèle à la parodie du régime parlementaire introduit par la nouvelle constitution.

Mais cela ne durera pas. Nous nous trouvons devant la perspective d'une lutte difficile pour les droits syndicaux et pour ^{le} rétablissement du processus démocratique. Il nous faudra peut-être très très longtemps, mais nous finirons inévitablement ^{par} connaître le succès. Les travailleurs turcs n'accepteront jamais de perdre leurs syndicats et leurs droits syndicaux. Et pendant notre lutte nous avons besoin ~~de xxxxxxxx~~ de la solidarité continue du mouvement syndical international libre.